

0cm

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

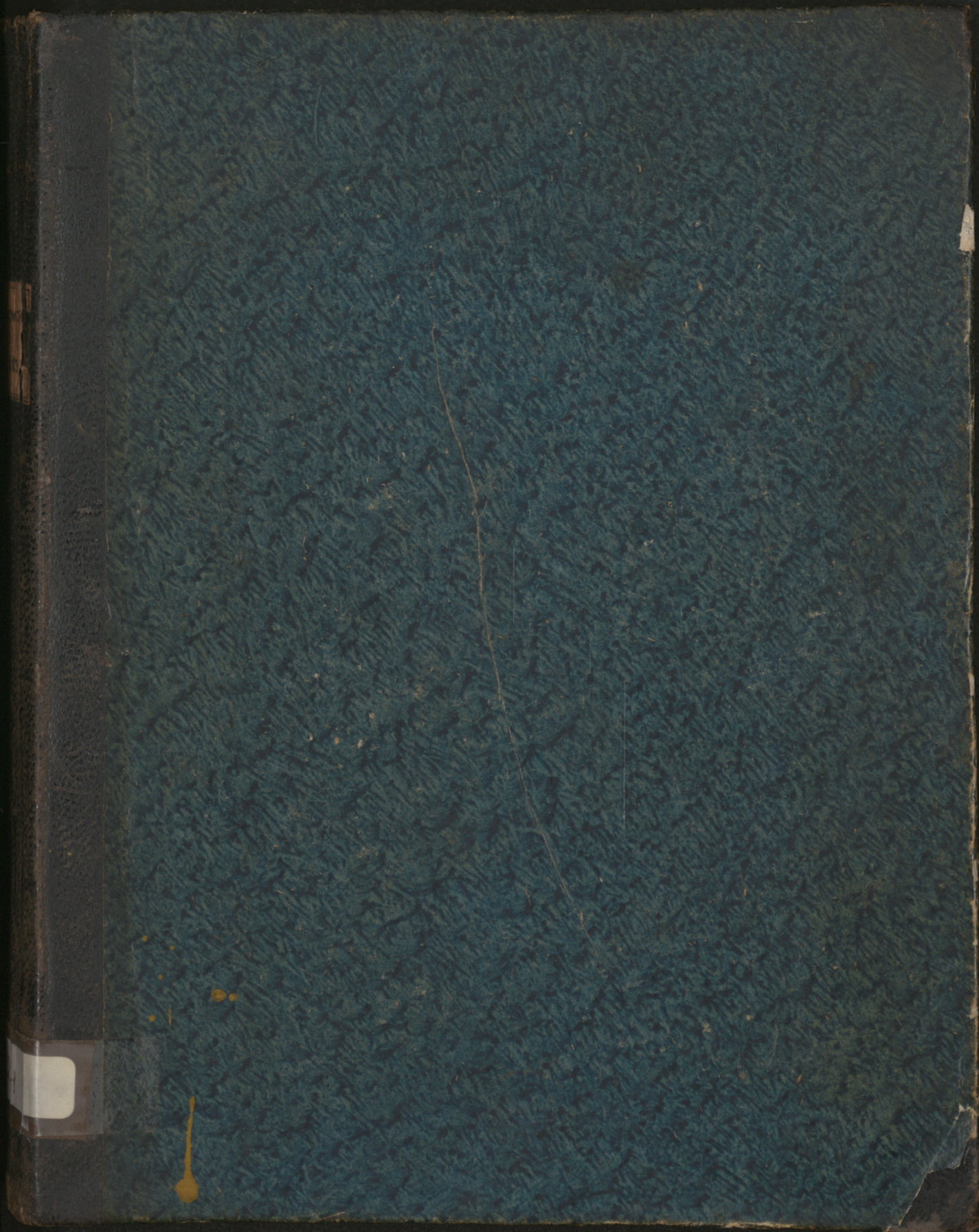
23

2

CONCOUR

DE 1838

Q24





11b
11c

Concours
ouvert devant la Faculté de droit de Paris,
le 16 Janvier 1841.

Nominations.

Résultat de la délibération du Jury.
30 Juin 1841.

Chaire de droit commercial, (Toulouse) vacante par le décès
de M. Ferradou.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Dufour, suppléant à Toulouse	8 voix.
	Delgers, suppléant à Paris	5.
	Molinier, suppléant à Toulouse	4.
Dufour, professeur à Toulouse.	Cabantous, docteur en droit	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Dufour	9.
Molinier	5.
Delgers	4.

Ballottage entre MM. Dufour et Molinier.

MM. Dufour	12.
Molinier	

Chaire de procédure civile, (Poitiers) vacante par le décès
de M. Boncansa, Doyen.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Bourbeau, docteur en droit	7 voix.
	Massol, suppléant provisoire à Toulouse	4.
	Etienné, docteur en droit	3.
Bourbeau, professeur à Poitiers.	Laplace	3.
	Cabantous	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Bourbeau	5.
Massol	5.
Etienné	4.
Laplace	4.

Ballottage

MM. Bourbeau	11.
Massol	7.

Chaire de code, (Strasbourg).

M. M.	MM. Rau, suppléant à Strasbourg	15 voix.
Rau, professeur à Strasbourg.	Laplace	3.

Suppléance de Paris.

1^{er} tour de scrutin.

	M.M. Colmet d'Age, docteur en droit . . .	5 voix
	Berriat-S ^t Prix, idem . . .	4.
	Vuatrieu, idem . . .	4.
	Gaslonde, suppléant à Dijon . . .	4.
Colmet d'Age, suppléant à Paris.	Eschbach, docteur en droit . . .	1.

2^e tour de scrutin.

M.M.	Colmet d'Age . . .	6.
	Berriat-S ^t Prix . . .	5.
	Vuatrieu . . .	4.
	Gaslonde . . .	4.

Balottage.

M.M.	Colmet d'Age . . .	10.
	Berriat-S ^t Prix . . .	8.

Suppléance de Poitiers.

	M.M. Etienne, docteur en droit . . .	10 voix
Etienne, sup ^t à Poitiers.	Massol, suppléant prov. à Toulouse . . .	7.
	Ragon, docteur en droit . . .	1.

Suppléance d'Aix.

	M.M. Guis, docteur en droit . . .	15 voix
guis, sup ^t à Aix.	Cabantous, idem . . .	1.
	Ragon, idem . . .	1.
	Machelard, idem . . .	1.

Suppléance de Dijon.

	M.M. Cabantous, docteur en droit . . .	11.
Cabantous, sup ^t à Dijon	Gaulet, idem . . .	3.
	Ragon, idem . . .	2.
	Lacourne, idem . . .	1.
	Borviel, idem . . .	1.

Suppléance de Caen.

Machelard, sup ^t à Caen.	M.M. Machelard, docteur en droit . . .	11 voix	} après deux tours de scrutin.
	Cauvet, idem . . .	7.	



UNIVERSITY OF CALIFORNIA



VARIÉTÉS.

CONCOURS OUVERT DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT.

La première séance publique consacrée aux épreuves orales sur le droit civil français a eu lieu, hier matin, dans la salle des exercices de la faculté. Dès le début, au milieu d'un nombreux auditoire, M. Giraud, président du concours à pris la parole en ces termes :

« Messieurs,

Voici le troisième concours que la sollicitude du chef illustre de l'université a ouvert pendant cette année aux ambitions honorables qui se dévouent à la carrière de l'enseignement du droit. Ces luttes répétées de l'intelligence et du savoir, loin de fatiguer et de décourager les candidats, semblent au contraire imprimer une activité nouvelle à leurs travaux et développer avec plus d'avantages la puissance et le talent des concurrents. C'est ainsi qu'après les concours de Rennes dont l'éclat a été si brillant, nous retrouvons à Toulouse une réunion de docteurs dont la généreuse émulation promet les plus heureux résultats.

C'est que les concours, messieurs, sont intimement liés à la vie universitaire, et qu'à tout prendre, cette voie si périlleuse et si difficile, en apparence, offre au mérite les chances de succès les plus certaines. La vie de l'homme est-elle autre chose qu'un combat ? C'est dans la lutte que l'homme grandit et s'élève ; et la lutte à ciel ouvert qu'offrent les concours publics vaut bien mieux que la lutte sombre et la vie tortueuse dans laquelle trop souvent s'engagent les passions ennemies et les intérêts rivaux.

Cette année sera donc profitable pour la science et pour la prospérité des études du droit ; et il ne sera pas moins important, par le nombre des concurrents et par l'éclat des talents, le concours qui doit compléter la seconde faculté du royaume, héritier de cette noble et antique université de Toulouse qui, fondée dans cette ville savante, au 13^e siècle, compte dans son sein, dès le premier âge, un si grand nombre d'éminents jurisconsultes, qui obtint une si grande renommée que son suffrage fut brigué pendant les démêlés orageux des papes et des rois, et dont la gloire, au 16^e siècle, se confond avec celle des plus illustres réformateurs de la science du droit.

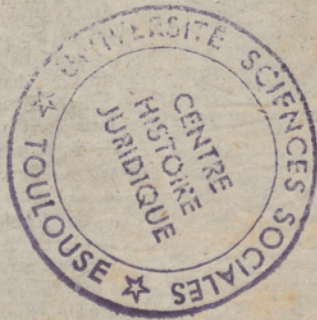
Que dirai-je, Messieurs, des circonstances dans lesquelles se produit ce concours ? Elles ajoutent encore à l'intérêt de ces épreuves. Des trois chaires vacantes auxquelles il s'agit de pourvoir, l'une était remplie par un professeur que la faculté s'applaudit de compter aujourd'hui au rang de ses professeurs titulaires, et dont la promotion, à la suite des plus mémorables concours dont la France garde le souvenir, a couronné le talent et le savoir, en même temps qu'elle a consacré le mérite éminent des rivaux honorés qui disputèrent avec lui la palme du concours et qui peuvent faire hésiter la conscience des juges.

L'un de ces rivaux était M. Vacquier, d'excellente et regrettable mémoire. Je l'ai vu, Messieurs, frappé dans la chaire du concours, comme par un coup de foudre, après un début brillant et du plus heureux augure ; je l'ai vu, trahi par ses forces, tomber en quelque sorte dans l'arène même du combat, en jetant un regard douloureux et triste vers la couronne qui apparaissait à ses yeux. Aux qualités du professeur et du jurisconsulte il joignit le courage et le dévouement du citoyen. L'estime publique le paya généreusement des sacrifices qu'il avait faits à la science et à son pays.

La fin de M. Deloume n'a été ni moins prématurée, ni moins digne de regrets. Son zèle pour l'accomplissement de ses devoirs, son caractère aimable, ses devoirs l'avaient rendu cher à ses collègues, son souvenir a les mêmes titres à nos hommages.

Telles sont, Messieurs, les pertes que la faculté de Toulouse doit réparer, dans le concours dont une éminente bienveillance a daigné me confier la direction. Cet honneur insigne, Messieurs, qu'il me soit permis d'en reporter la reconnaissance à la faculté de Toulouse elle-même et aux magistrats respectés qui nous entourent. En m'envoyant siéger dans cette enceinte à côté de mes anciens maîtres, à côté de mes savants et très-honorés collègues, à côté des magistrats qui nous prêtent l'appui de leur prudence et de leur sagesse, le ministre a voulu consacrer par une adhésion solennelle leur bienveillance et ma gratitude qui se confondent ici dans un souvenir touchant.

La justice, Messieurs, trouve elle-même la garantie dans ces diverses circonstances. Le mérite des hommes qu'il s'agit de remplacer, l'importance et la gloire de la faculté de Toulouse, doivent nous rendre exigeants et difficiles. Sans doute, parmi les talents éprouvés qui vont disputer les suffrages de nos consciences, l'université ne peut trouver que des candidats dignes de la consoler des pertes qu'elle vient réparer aujourd'hui ; mais la palme appartient aux plus instruits, aux mieux préparés, et le mérite lui-même des candidats, leur noble confiance, le devoirs de nos charges, tout nous impose l'obligation d'être juste et sévère. Un orateur que je ne nomme pas, quoique son autorité fût grande dans cette enceinte, disait naguère devant la chambre des pairs de France : Le



quelles sont celles qui seraient d'un intérêt assez général pour être élevées au rang des routes royales.

Ministère de l'agriculture et du commerce. — **Administration centrale.** — L'organisation du personnel est prête ; elle donne lieu à la demande d'un crédit général de 511,300 fr., qui sera divisée en 2 parties ; l'une de 496,300 fr., représentant l'organisation définitive, l'autre de 15,000 fr. ayant un caractère éventuel et maintenu pour un état de choses que le temps doit modifier. Quant à présent, et provisoirement, c'est 12,300 fr. à ajouter au crédit du chapitre premier, qui se trouvera ainsi porté à 511,300 fr., et qu'elle propose d'adopter.

La commission émet le vœu qu'en dehors du cabinet du ministre, il n'y ait que 3 directions : celle de l'agriculture et des haras, celle du commerce intérieur et des manufactures et celle du commerce extérieur, avec une division pour la comptabilité.

Le nombre des chefs employés, de 122, descendra à 119 ; les chefs des grandes divisions seront secondés par 16 chefs de bureau, appuyés eux-mêmes sur des employés de divers grades, en nombre suffisant, bien rétribués, et donnant huit heures de travail par jour.

La commission demande que la nomination des directeurs ne soit pas soumise à la sanction royale.

Ecoles vétérinaires et bergeries. — La commission est d'avis de l'adoption d'une augmentation de crédit de 14,000 fr., pour recevoir, dans l'intérêt des études des écoles, dans les établissemens dépendant des écoles d'Alfort, Lyon et Toulouse, les animaux malades, des races bovine et chevaline, afin de développer l'enseignement pratique dans ces écoles ; ces moyens d'étude sur une nature vivante devant tourner au profit de la science.

Elle adopte également un crédit de 10,000 fr., destiné à accroître la dotation des établissemens suivans, savoir :

Rambouillet, 5,000 fr. — Moncavrel, 3,500 fr. — Lahaievaux, 1,500 fr.

Encouragement à l'Agriculture. — La commission adhère au crédit de huit cent trente mille francs, elle engage le ministre à entrer dans la pensée de la chambre, c'est-à-dire de propager en France l'élevage de la race bovine de Durham ; il ne saurait oublier qu'outre la part prélevée annuellement sur le crédit ordinaire de 800,000 fr. pour les acquisitions d'animaux, l'intention de la chambre s'est manifestée par l'addition d'un crédit en quelque sorte spécial de 30 mille francs.

La commission aime à penser, dit l'honorable rapporteur, que l'élevage ne sera pas accru, que la vacherie du Pin conservera son caractère purement expérimental, que des fonds suffisants seront employés en 1844 en achats d'animaux de la race de Durham importés d'Angleterre pour être vendus publiquement et donner ainsi, le plus tôt possible, satisfaction aux pressans intérêts de notre agriculture.

Haras et dépôt d'étalons. — 2,400,000 fr. — La commission croit que certaines améliorations se sont produites dans la production et l'éducation de la race chevaline.

L'état seul peut et doit fournir sur une vaste échelle les types régénérateurs ; l'état seul peut et doit encourager la production par tous les moyens en son pouvoir. L'état ne peut pas, ne doit pas, se livrer à l'élevage, cela est du domaine de l'industrie privée.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce, s'identifiant avec la pensée de la commission de 1843, a devancé l'époque pour préparer les modifications à apporter au régime préexistant, et entrant immédiatement dans la voie de la réforme, il a, dès l'année dernière, supprimé complètement l'élevage au haras de Rosières, et l'a notablement réduit au haras du Pin.

Par ce moyen les établissemens se sont enrichis de 100 étalons environ, et réduits de 44 jumens, 27 poulains et pouliches, et 19 chevaux de service. Les 68 jumens restantes se partagent ainsi : 31 à Pompadour, 19 au Pin, 18 au dépôt d'Arles.

Ce dernier dépôt renferme en outre 32 étalons et 38 poulains et pouliches. Le ministre a demandé à conserver les jumens attachées à ce dépôt, dans l'intérêt de la régénération de la race camargue qu'on veut réhabiliter par l'exemple d'un élevage judicieux.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce a déclaré que le réglemeut de la monte serait désormais strictement et uniformément exécuté, notamment en ce qui concerne la saillie, qui ne serait plus gratuite à l'avenir.

La commission ne saurait approuver la création d'un nouveau dépôt d'étalons à Lamballe. L'irrégularité de cette création a donné lieu à une autre irrégularité, c'est les traitemens du directeur et d'un agent, ensemble 4,200 fr. destinés à des complémens de traitemens à d'anciens officiers des haras, dont l'économie devait faire retour au trésor, au lieu de servir à solder des dépenses qui n'étaient pas autorisées.

La chambre, consultée, qu'elle votera sur l'adoption et le rejette.

Elle adopte, après discussion, dans le second paragraphe additionnel

M. RICHARD DES BROS adopte.

Adoption de l'art. 2.

La chambre adopte l'

Sur l'article 4, M.

un amendement qui a

l'état.

La séance est levée.

CORRE

CHA

(Pré

A deux heures la s

M. DE LAROCHEJAC

de l'enseignement.

L'ordre du jour est la

latif au chemin de fer

La chambre en est

Gauthier de Rumilly.

un crédit au gouverne

de la voie de fer sur

M. GUTHRIER DE F

rie d'exposé à la

chemins de fer par l'é

le chemin de Lyon et

tion de son amendeme

chemin de fer de l'ar

pagnie fermière, l'au

min de Lyon.

L'orateur reproduit

tions présentées par l'

l'amendement de M. F

de la discussion du ch

M. DE LAMARTINE

tisan de l'exécution co

que les circonstances

considérée par tout le

breux scandales avaient

Les partisans du mon

cession en faveur de l'

sortie de la loi de 18

ne faut pas exclure,

chambre.

Cette loi fait un pa

l'état : leur association

clausifs de l'exécution p

de 1842 réserve à l'ét

les baux à court term

Il est temps enfin d

de plus contraire à la

cette mobilité et cet e

industrie.

M. GARNIER-PAGES

voix ! Non ! Non !

cuper long-temps la c

quelques arguments no

M. de Lamartine, j'ai

que sa fausse interpr

cette loi ? Je assure à

2° donner l'exploitatio

par la loi de 1842, je

en 1842, le maintien

et les baux à court ter

Tous ces avantages,

sant l'état maître de

j'ai encore 300 millie

demande au crédit 4

rails ? Comment faire

millions ! (Rumeurs.)

est facile. Un fait imp

place. (Ecoutez !)

un célèbre banquier e

les receveurs généraux

tration sait manier ha

tirer un avantage imm

niens du système de la

ment ce système est ex

léans. Le gouvernemen

bien ! ces tarifs ne sont

ils ne le sont pas ; les

minuent selon leurs in

nistres) et vous n'avez

Res Q24/6

FAMILIÆ ERCISCUNDÆ.

ff. LIB. 10, TIT. 2.

HAS THESES PUBLICIS COMPETITORUM DISPUTATIONIBUS SUBJECTAS,

PRO CATHEDRA DE LITIBUS ORDINANDIS, ET VICE-CATHEDRA, IN CONSULTISSIMA

JURIUM FACULTATE TOLOSANA VACANTIBUS.

FAVENTE DEO ET VIRGINE DEIPARA TUERI CONABITUR

JOANNES GASC,

Die vigesima octava Junii.



TOLOSÆ.

EX TYPOGRAPHIA PH. MONTAUBIN.

—
1838.

JUDICABUNT

VV. DD. CC.

GARRISSON Scholarum juris inspector generalis, præses in curiâ regiâ Tolosanâ, Legionis Honoris eques, præses certaminis.

DELPECH,	{	In consultissima ju- rium Facultate Tolosanâ anteces- sores.	RESSIGEAC, Legionis Honoris eques, in	{	In curiâ regiâ To- losanâ consiliari.
FERRADOU,			regia curiâ Tolosanâ advocatus regius.		
LAURENS,			PECH, Legionis Ho-		
BENECH,			noris eques,		
CHAUVEAU, Legio-			DEJEAN,		
nis Honoris eques.			DARNAUD.		

ARGUMENTABUNTUR

DD.

CABANTOUS,	{	Juris doctores.
BRESSOLES,		
AUZIES,		
MOLINIER,		
BEZY,		
DUFOUR,		

FAMILIÆ

ERCISCUNDÆ.

PROCUL dubio est testatorem licentiam habere hæreditatis distribuendæ ,
divisionemque ab eo institutam , esse omnium firmissimam , cùm ne
ob enormem quidem læsionem rescindi queat , dummodò saltem serven-
tur legitimæ. Ea autem divisio rectè fit à testatore , sive testamento ,
l. 10 codice fam. erc. , sive codicillis *l. 16 ibid.* , vel etiam quocumque
alio modo , dùm parens inter liberos disponens divisionem et portionem
ipse scripserit vel subscripserit , vel liberi subscriptione suâ approbave-
rint. *Nov. 18 cap. 7 nov. 107.*

Et quandò defunctus indivisam reliquit hæreditatem , tunc divisioni
locus est : eaque inter cohæredes mutuo consensu fieri posse palàm
est *l. 57 ff. h. t.* Quà interveniente , et factâ traditione rerum , tollitur
communio , et cessat judicium familiæ erciscundæ *l. 15 cod. h. t.* , nisi
quædam sint indivisæ relictæ *l. 1 cod. h. t.*

Quandò autem nec à testatore divisa fuit hæreditas , nec de eâ divi-
sione consenserunt hæredes , ad actionem sive judicium familiæ ercis-
cundæ deveniendum est ; nemo enim in communione manere cogitur ,
et hoc principium est fons totius tituli. Verùm hoc judicium non solùm

ad dividendam hæreditatem , sed etiam ad præstationes personales tribuendas datur *l. 22 § 4 ff. h. t.*

Et judicium familiæ erciscundæ est 1^o JURIS CIVILIS nam à mero jure civili originem ducit : hæc enim in lege XII tabularum legebantur : NOMINA INTER HÆREDES PRO PORTIONIBUS HÆREDITARIIS ERCTA-CITA SUNTO : COETERARUM RERUM SI VOLENT , ERCTUM-CITUM FACIUNTO : PRÆTOR AD ERCTUM-CIENDUM ARBITROS TRES DATO.

2^o MIXTUM nempe *in rem* ut potè quo actor hæreditatis partem ad se pertinere dicit , et *in personam* namque adversarium sibi quasi ex contractu obligatum esse contendit : *Inst. § 20 de actionibus l. 4 ; l. 22 § 4 ff. fam. ercisc.*

3^o DUPLEX namque quisque cohæres simul est actor et reus *l. 44 ff. fam. ercisc. § 4.* Sed magis placuit eum videri actorem qui ad hoc judicium provocasset. *l. 2 § 1 ff. com. div.*

4^o DIVISORIUM. Hujus enim præcipuus finis est ut è communione discedatur. *l. 1^a ff. fam. erc. ad prim.*

Divisoriorum autem judiciorum tria precipuè sunt genera : finium regundorum , familiæ erciscundæ , communi dividundo : quæ singula specialibus principiis reguntur et communibus etiam coeunt regulis. Undè ut plenius hæc materia tractaretur opus esset primùm quidem cujusque divisorii judicii regulas peculiare et propriam indolem exponere , postremò autem quæ communia habeant edocere. Sed cùm nobis familiæ erciscundæ titulus tantummodò sorte contigit , ab eo nequaquam recedendum esse censuimus.

Ut vero funditùs exploretur quidquid de familiæ erciscundæ judicio dicendum est , primùm videbimus quæ veniant in hoc judicium ; secundò dicemus quibus , adversus quos , et quandò competat ; tertio quomodò fieri debeat *divisio familiæ erciscundæ* ; quartò quinam sint effectus di-

visionis per iudicium familiæ erciscundæ factæ; quintò tandem quibus casibus hæc divisio rescindatur.

SECTIO PRIMA.

Quænam veniant in iudicium familiæ erciscundæ.

Ut faciliùs intelligatur quænam in hoc iudicium veniant, priùs de his quæ non veniant et quæ sunt præcipienda dicendum esse existimavimus.

ARTICULUS PRIMUS. — *Quæ non veniant.*

Non veniunt dividenda quæ furto, sacrilegio, turpibusve aliis actibus acquisita sunt, *l. 4 § 2 ff. h. t.*, sunt enim restituenda. Item perniciosæ res, cujus modi sunt libri improbatæ lectionis; item venena et mala medicamenta, quæ omnia protinùs corrumpenda sunt. Quibus rebus non se immiscere debet iudex nisi ut eas destruat.

Non veniunt quæ per semetipsa divisionem non patiuntur et in solidum necessariò transeunt in hæredes. Exemplum videas *l. 41 ff. h. t.*, ubi Paulus dicit nullam esse libertorum divisionem: quod de jure patronatûs intelligendum est.

Pariter non veniunt in iudicium quæ pro cæde defuncti ab homicidâ uxor liberique consecuti sunt, aut possunt exigere; *l. 18 § 1 ff. h. t.* Sunt enim præferendi illi quorum interest, vel qui affinitate cognitioneve defuncto junguntur.

Item in divisionem non veniunt res quæ judicatæ sunt non esse hæreditariæ, quasve hæres ex titulo speciali possidet, ut pro empto vel donato, *l. 25 § 8 codice hoc titulo.*

Deinde non veniunt in iudicium nomina sive credita sive debita: nam

ex lege XII tabularum nomina ipso jure inter cohæredes dividuntur, quod ita intelligendum est ut quisque, tantum pro sua portione hæreditaria, agere vel conveniri possit. Nihilominus poterit judex debita et credita singulis pro solido assignare: quod non adversatur principio, cum his qui solverit vel acceperit, partim suo, partim procuratorio nomine fungantur: et divisio sic facta inter ipsos hæredes quidem valet, sed nullum præjudicium affert creditoribus hæreditariis, quibus unusquisque hæredum pro sua portione semper obligatus remanet, et qui unius ex cohæredibus in paupertatem reducti partem ab aliis repetere nequeunt. *ll. 25 et 26 cod. de pactis. — l. 2 § 5 ff. h. t.*

ARTICULUS II. — *Quæ sint præcipienda.*

Præcipua habet cohæres: 1º præceptiones, et prælegata, et per fideicommissum relicta, *l. 7 cod. h. t. — l. 42 ff. h. t.*

2º Dos uxoris viventis vel defunctæ ab ipsius marito præcipienda vel retinenda est, quia ipse matrimonii onera sustinet. *l. 2 cod. h. t.*

3º Peculium castrense id est res mobiles à patre datæ filio eunti in castra *l. 4 cod. h. t.*, et res sive mobiles sive immobiles quæ filio occasione militiæ obveniunt. Secus de prædiis quæ pater filio in castra eunti donaverat. *Ibid.*

4º Peculium quasi-castrense quod introductum fuit ad exemplum castrensis peculii et iis constabat quæ filio ex muneribus publicis, aut arte obveniebant.

5º Jure novo. nequidem confertur peculium adventitium, *l. 21, cod. de collationib.*

6º Quæ pater filio emancipato studiorum causâ perægrè agenti subministravit, si non credendi animo, sed pietate ductus, in rationem por-

tionis quæ ex defuncti bonis ad eundem filium pertinuit, computari æquitas non patitur.

7^o Præcipua filiæ remanet dos assignata aut donatio propter nuptias, cum omnes filii hæredes instituti sunt, *l. 35, ff. h. t.*, et novissimo jure dos et donatio propter nuptias, cum pater expressè prohibuit fieri collationem, *nov. 1. cap. 2; 18 cap. 6.*

8^o Demùm præcipitur quidquid vel naturaliter uni ex hæredibus debebatur à defuncto, *l. 25 § 19, ff. h. t.*

ARTICULUS III. — *Quæ veniant.*

Quæ veniunt in hoc judicium duobus constant : 1^o rebus ; 2^o præstationibus : lege enim 22, § 4, *ff. h. t.* Dicitur : familiæ erciscundæ judicium ex duobus constat, id est rebus atque præstationibus.

1^o *Res.* Scilicet : res hæreditariæ, tam soli, quàm mobiles, sive in ipsius defuncti hæreditate reperiantur, sive ejus occasione ut usucapione acquisitæ, *ll. 8, 9 et 10 ff. h. t.* Et non solùm eæ quos jure Quiritium proprias habuit, vel etiam quas in bonis tantummodò habebat, veluti vectigalia et superficiaria, vel etiam alienæ quas bona fide possidebat defunctus, et res legatæ sub conditione, *ll. 9, 10, 29, 12, § 2, ff. h. t.* Item res quæ apud hostes est, propter spem postliminii. *l. 22, in f. ff. h. t.* et animalia feræ naturæ ut columbæ, apes, *l. 8, §§ 1 et 2 ff.*; et partus editi, *l. 11 ff. ibid.*; et bona quæcumque ex hæreditariâ successione patris vel matris, *l. 8 cod. h. t.*; et quæcumquæ indivisa remanserunt in casu de quo agitur *in lege primâ cod. h. t.*

2^o *Præstationes.* Hoc nomine conferendum est quidquid uni hæredum è bonis hæreditariis evenit, veluti peculium profectitium scilicet quod à patre profectum est, *l. 13 cod. h. t.*, et thesaurus in prædio hæreditario inventus, *l. 22 ff. h. t.*; et fructus ab hærede percepti, *l. 56 ibid.*

Præstationis nomine repetendi erunt sumptus utiliter in hæreditatem impensi, bonâ fide et animo hæredis; nam qui non animo hæredis gessit, familiæ erciscundæ judicium non habet, *L. 18 cod. § 1; L. 49 ff. h. t.*

Præstationis nomine adhuc dabitur quidquid cohæres de rebus hæreditariis absumpserit vel deterius fecerit, et ob id cæteris indemnitate præstare tenebitur, *L. 49 c. h. t.* Item si rem hæreditariam proprio nomine distraxerit, cujus pretium possedit, *L. 44 § 2 ff. ibid.*

Item culpæ nomine tenetur qui cùm ante alios ipse adisset hæreditatem, servitutes prædiis hæreditariis debitas passus est non utendo amitti, *L. 25, § 18, ff. h. t.*

SECTIO SECUNDA.

Quibus, adversus quos, et quandò competat judicium familiæ erciscundæ.

Sicut in limine nostræ thesisi diximus, nemo nisi hæres contra hæredem actione familiæ erciscundæ agere potest, cùm constet illius generis communionem inter nullos alios inveniri quàm inter hæredes, aut eos qui loco hæredum censentur, eosve representant. Nec interest sive cohæres hæreditatem possideat, sive non possideat, *L. 1 § 1 ff. h. t.* Hic tamen præcisio facienda est: si reus neget actorem esse cohæredem, videndum erit utrùm actor possideat hæreditatem de quâ dividendâ agit, nec ne. Si in possessione sit, inficiatio rei non impedit quominus iudex familiæ erciscundæ cognoscat an hæres sit: si in possessione non sit, tunc præjudiciali quæstione repellitur, et jubetur priùs jus suum probare per intentatam hæredis petitionem; *L. 1 § 1 h. t.*

Nihil autem refert utrùm ab intestato, an ex testamento, jure civili, an prætorio, directi, an fidecommissarii hæredes sint *L. 24 § 1 ff. h. t.*; utrùm ab ipsis cohæredibus, vel ab unius cujusque successoribus agatur, *L. 48 ff. h. t.*

Illud autem iudicium invicem datur inter cohæredes et eos quibus hæreditatis petitio competit, putà inter liberos, sive patri, sive matri, *l. 8 c. fam. ero.*; sive sint masculi, *ll. 8 et 12 ibid.*; sive sint fæminæ, *l. 18 ibid.*; sive partim masculi, partim fæminæ, *l. 11 ibid.*

Sed complures esse qui hanc divisionem provocare non possint certissimum est: et inter eos adscribendi sunt: 1^o hæredes sub conditione instituti; 2^o pupilli, minores, prodigi, mente capti, et eorum curatores.

Hoc vero accipiendum est quod pauci inter plures et vel unus, possint petere iudicium familiæ erciscundæ; nec omnium consensu opus esse; sed, invitis quibusdam, ab aliis vel ab alio tantum, hoc iudicium peti posse, *l. 2 § 4; l. 43 ff. h. t.* Nemo enim, ut jam dictum est, in communione manere cogitur. Quod ita absolutum est ut non possint inter se cohæredes convenire, ne omnino divisio fiat. Hujusmodi enim factum nullas vires haberet, *l. 14, § 2 ff. de com. div.*

Coeterum, non una tantum, sed et duæ pluresve easdem inter personas communes ac indivisæ hæreditates, veluti paterna et materna inter fratres germanos, uno iudicio dividi possunt, *l. 25 §§ 3, 4 et 5 ff. h. t.*

Sciendum autem est hoc iudicium tantummodo post aditam hæreditatem competere, *l. 49 ff. h. t. in fine*, quia tantum per aditionem res communicantur inter hæredes.

Et quidem semel tantum competit cohæredibus iudicium familiæ erciscundæ. Quod si quædam res indivisæ relictæ sunt, communi dividundo de his agi potest, *l. 20 § 4 ff. h. t.* Attamen non idem juris est si inter pauciores ex pluribus divisionis iudicium susceptum fuerit, nam reliqui postea supervenientes iteratam poterunt petere hæreditatis divisionem, *l. 17 cod. h. t.*

Quamdiù autem maneant quædam corpora communia, tamdiù agi

potest iudicio familiæ erciscundæ, *l. 9 cod. t. 38.* Undè deducitur quod communium rerum interitu hæc iudicia pereant, *l. 11 ff. com. div.*

Non verò cessat iudicium si cohæredes plures communiter et pro indiviso res hæreditarias possederint triginta annis. Sed aliud juris erit si tanto tempore quis eorum pro diviso et suo nomine possederit.

SECTIO TERTIA.

Quomodo fieri debeat divisio familiæ erciscundæ.

Si divisio parentis testamento facta fuerit et standum erit si modo testamento confirmata sit. Et hæc voluntas non solum obtinet in bonis dividendis, sed etiam in prælegatis adjudicandis, *ll. 7 et 10 cod. h. t.* Iudex quæ hanc voluntatem sequetur quamlibet formam in testamento pater observaverit, sive ex testamento etiam imperfecto, sive scriptura suâ, sive alienâ : nam Justinianus ita vult servari parentis voluntatem si vel ipse parens divisionem et portionem scripserit, vel scripturæ ab alio factæ suscripserit, vel ipsi liberi suâ subscriptione approbaverint, *nov. 18 cap. 7 nov. 107.*

Ut vero firma sit divisio consensu hæredum facta non opus est scripturâ ; nam fides rei gestæ ratam divisionem satis affirmat, *l. 12 cod. h. t.*

Cùm verò nec patris voluntate, nec hæredum consensu divisio facta est, ad iudicem eundem est, et hîc agitur de iudice qui jurisdictioni præest, veluti prætor aut præses provinciæ, *ll. 7 et 18 cod. h. t.*

Aliquando prætor vel præses provinciæ cohæredibus alium dat iudicem qui dicitur arbiter, *ll. 15 et 21 cod. h. t.*

Iudex vero vel arbiter ita ordietur : distractis omnibus quæ in iudicium familiæ erciscundæ non veniunt, omnia bona hæreditaria conferet,

l. 8 cod. h. t. : nihil enim indivisum debet relinquere judex familiæ erciscundæ, *l. 25 § 20 ff. h. t.*

Deinde ad æquitatem pro portionibus hæreditariis omnia reducet, *l. 11 cod. h. t.* Ut verò æqualitatem servet, universæ res æstimari debent, non singularum rerum partes, *l. 52 § 3 ff. h. t.* Sed aliter procedere debebit in rebus pro se dividuis, aliter in individuïs.

Quæ dividi possunt, eorum partes singulis cohæredibus adjudicabit. Sic, regionibus divisum fundum posse adjudicare secundum divisionem, nemo dubitaverit, *l. 22 § 2 ff.* Et adjudicando singulis singulam partem, poterit imponere servitutem aliquam, ità ut fundus alteri adjudicatus, fundo alterius serviat, *l. 22 § 3 ibid.*

Quæ divisionem nullam recipiunt, vel tam difficilem ut penè impossibilis videatur, velut nomina, ususfructus, annis, potest judex in unius personam transferre, *l. 55 ff. h. t.*; et transferre omnes res, vel alteri rem, alteri pecuniam pro ratâ addicere, *l. 22 § 1 ff. h. t.*; vel alterias temporibus cuique hæredum adjudicare, *l. 16 § 2 ibid.*

Harum autem omnium dividendi rationum, illa potissimum ab arbitro observabitur, quæ omnibus utilissima, vel magis conveniens litigatoribus, *l. 21 ff. com. div.* Sed quamvis rationem elegerit judex illud curare debet ut de evictione caveatur his quibus adjudicat, *l. 25 § 21 ff. h. t.*

Ut rectè fiat divisio, actionæ familiæ erciscundæ hîc agendum est ubi major pars invenitur rerum hæreditarium, *ll. 1. ff. de quibus rebus ad eundem judicem eatur, et 50 ff. de judiciis.* Sed illud observandum est quòd divisio ab incompetente iudice facta cohæredum consensu confirmetur, *l. 2 cod. tit. 38.*

Post divisionem rectè facta judex eligere debet apud quem potius sit manere instrumenta, *l. 5 cod. tit. 38.* Et ad hanc electionem iste servabitur ordo : 1^o apud eum manebunt qui majore ex parte hæres sit; vel 2^o

si omnes ex æquis partibus sint hæredes, inter eos conveniet apud quem remaneant; 3º si de eâ re consensus non fiat, inter eos sortiendum; 4º vel ex eorum consensu eligendus erit communis amicus apud quem deponantur; 5º tandem in æde sacra deponenda erunt, *ll. 5 et 6 ff. h. t.*

SECTIO QUARTA.

Quinam sint effectus divisionis per iudicium familiæ eriscundæ factæ.

Ut ordinem hactenùs observatum sequamur, primò quædam de divisione quæ à parente vel consensu cohæredum facta est dicenda videntur.

Parentis et testatoris divisio à iudice adimplenda est dummodò scripto hæredi salva sit quarta falcidia, et liberis legitimæ, *ll. 10 et 16 cod. h. t.* Ità ut filius tantummodò quartam petat si illi minùs quàm alteri relictum sit, quia divisio etiam inæqualis, ita permissa est, modò nihil fiat contra leges, quæ in testamentis observandæ sunt, *l. 55 ff. de legatis lib. 30, tit. 4.*

Divisio autem hæredum fit vel re interveniente, vel nudo pacto. Re interveniente, transfert dominium in accipientem, *l. 15 cod. h. t.* Et communionem tollit, et facit cessare iudicium familiæ eriscundæ, nisi quid indivisum relictum sit. — Nudo pacto facta, non transfert dominium, nec actionem tribuit, nisi stipulatio accedat, *l. 24 cod. de pactis*, nam hæc potiùs est placitum de divisione faciendâ, quam vera divisio. Et quidem non tollit communionem, nec obstat quominùs locus sit iudicio familiæ eriscundæ, *l. 15 cod. h. t.*

Nunc deveniamus ad divisionem quæ vel à iudice vel ab arbitro facta est.

Ea vis est talis divisionis ut quæque res adjudicata statim ei acquiratur ad quem adjudicata est, *§ ult. inst. de off. jud.*, et ad eum transeant omnes actiones sive exceptiones quæ de jure rei adjudicatæ competunt,

L. 44 § 1 ff. h. t. quod tunc solummodò verum est quum res adjudicata sit hæreditaria.

Si vero non sit hæreditaria, et evincatur is cui per adjudicationem data est, tunc illi competit adversus cæteros cohæredes actio de evictione, nisi fortè in judicio familiæ erciscundæ inter cohæredes convenerit ut unus quisque eventum rei adjudicatæ recipiat, *L. 14 cod. h. t.*

Si talis conventio non intervenerit, datur à pretore cohæredi evicto adversus cohæredes, actio præscriptis verbis, *L. 14 ibid. in fine.*

SECTIO QUINTA.

De rescissione divisionis.

Etiam hic denuò tripartita proponenda erit divisio. 1º De divisione facta per judicem vel arbitrum; 2º consentientibus hæredibus; 3º à parente.

Divisionem prædiorum vicem emptionis obtinere placet, ait imperator Antonius in lege *4 cod. lib. 7 tit. 38*, et emptio ut contractus bonæ fidei. Sed *ll. 3 cod. ibid et 3 cod. quib. ex caus. maj. in integr. rest.* videtur quod, in contractibus bonæ fidei, si quid per fraudem, vel dolum, vel perperam sine judicio factis divisionibus, majoribus etiam soleat subveniri, et si quid inæqualiter factum fuerit, esse reformandum. Undè sequitur ad rescindendam divisionem quamlibet inæqualitatem, vel minimam, sufficere, nec opus esse læsione ultrà dimidium.

Quod si privatim, inter cohæredes, sorte facta sit divisio, nullo remedio rescindi poterit: nam sors est bonæ fidei et fraudem repellit, nisi in ipsâ sorte fraus intervenerit.

Si verò à parente divisio facta sit, advertendum erit an parens asseruerit omnia esse divisa *simpliciter* aut *cum juramento*; si *simpliciter*, nihil

impedit quominus hæredes inquirere possint res quarum testator mentionem non fecit, *l. 10 cod. lib. 7 tit. 38*, earumque divisionem iudicio familiæ erciscundæ obtineant. — Si *cum iuramento*, huic assertioni stabunt hæredes : et quamvis non noceat creditoribus si falsa sit, cohæredes eam inficiari nequeunt, nisi velint hæreditate privari. *nov. 48.*

QUÆSTIONES.

I.

An veniat in iudicium familiæ erciscundæ donatio simplex à patre in filium facta. — Venire placet ?

II.

An iudicium familiæ erciscundæ provocari possit ab hæredibus sub conditione institutis. — Non posse placet ?

III.

An iudicium familiæ erciscundæ provocari possit à pupillis, minoribus, prodigis, mente captis, et eorum curatoribus ? — Non potest.

IV.

Nùm cesset iudicium familiæ erciscundæ si plures cohæredes communiter et pro indiviso res hæreditarias triginta annis possederint ? — Negativa placet.

V.

An cesset iudicium familiæ erciscundæ si quis cohæredum pro diviso et suo nomine 30 annis possideat ? — Cessat iudicium.

VI.

Quis sit judex competens actionis familiæ erciscundæ? — Judex loci ubi major pars invenitur rerum hæreditarium.

VII.

Nûm legatario noceat assertio parentis *cum juramento* facta? — Non nocere placet.



Vu,

Le Président à la Cour royale, chargé provisoirement des fonctions d'Inspecteur-général des écoles de Droit, Président du Concours,

GARRISSON.

VII

Nam legimus necesse est ut patet in hoc loco. — Non

in hoc loco

VIII

Le Président de la Cour royale, chef de la
marche des fonctions de l'administration des écoles
de Paris, Président du Conseil,

GARRISON

Account of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the



Résultat du Concours.

Chaire de Procédure.

M^r. Rodière 9 voix.

M^r. Dufour 1. voix.

Suppléance.

1.^{er} Tour de scrutin.

M^r. Cabantous 4 voix.

M^r. Molinier 5 voix.

M^r. Massol 1. voix.

2.^{ème} Tour de Scrutin.

M^r. Molinier 6 voix.

M^r. Cabantous 1. voix.



